

Déclaration sur les défis du développement de l'Afrique

Adoptée à la fin de la Conférence sur Les Défis de Développement de l'Afrique du Nouveau Millénaire, organisée par TWN- Africa et CODESRIA.

Du 23 au 26 avril 2002, nous, chercheurs et intellectuels militants travaillant dans les institutions académiques, les organisations de la société civile et les institutions [d'élaboration]de politiques provenant de 20 pays Africains, ainsi que nos collègues et amis venant de l'Asie, de l'Amérique du Nord, et de l'Amérique du Sud, nous sommes réunis à une conférence organisée conjointement par le Conseil pour le Développement de la Recherche en Sciences Sociales en Afrique (CODESRIA) et Third World Network-Africa (TWN- Africa) pour délibérer sur les défis de développement de l'Afrique au nouveau millénaire.

Nos délibérations ont porté sur des questions telles que les initiatives africaines de développement, l'Afrique et le système mondial du commerce; la mobilisation des ressources financières pour le développement en Afrique; la citoyenneté; la démocratie et le développement; l'éducation, la santé, les services sociaux et le développement; et les questions de l'équité et de l'égalité de genre en matière de développement.

Les défis qui se posent à l'espace de réflexion sur le développement propre à l'Afrique

Lors de nos délibérations, nous avons rappelé les diverses initiatives Africaines destinées à relever les défis de développement, en particulier le Plan d'Action de Lagos et le Cadre Alternatif Africain pour l'Ajustement Structurel qui l'a accompagné. A chaque fois, ces initiatives ont été contrecarrées et finalement minées par des politiques qui ont été élaborées hors du continent et imposées aux pays Africains. Au cours des dernières décennies, un faux consensus a été établi autour du paradigme néo-libéral promu à travers les institutions de Bretton Woods et l'Organisation Mondiale du Commerce. Ce phénomène tendance a à occulter la riche tradition africaine de réflexion sur les alternatives de développement. C'est dans ce contexte qu'a été discutée la nouvelle initiative africaine récemment proclamée, le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD), qui a été formulée pendant la même période que le cadre opérationnel Compact for African Recovery de la Commission Economique pour l'Afrique des Nations Unis, et le document "L'Afrique peut-elle revendiquer le 21ème siècle" de la Banque Mondiale.

La réunion a noté le progrès inégal de la libéralisation politique et l'expansion de l'espace de participation et d'expression citoyenne. Elle a aussi reconnu la contribution des luttes et du militantisme de la société civile à l'expansion de l'espace politique et l'inclusion des questions critiques de développement à l'ordre du jour des débats publics.

Les obstacles internes et externes au développement économique de l'Afrique

La réunion a noté que les défis auxquels fait face l'Afrique en matière de développement proviennent de deux sources étroitement liées: a) les contraintes imposées par l'ordre économique et politique mondial dans lequel nos économies opèrent; b) les faiblesses internes résultant des structures politiques et socio-économiques et des politiques néo-libérales d'ajustement structurel,

Les principaux éléments de l'ordre international hostile incluent en premier lieu le fait que les économies africaines sont intégrées de manière inadéquate dans l'économie mondiale en tant qu'exportatrices de matières premières et importatrices de produits manufacturés, ce qui a entraîné la persistance des déficits dans les termes de l'échange. Cette situation a été renforcée par les politiques de libéralisation, de privatisation et de déréglementation, ainsi que par un ensemble de politiques macro-économiques inappropriées imposé à travers les conditionnalités de l'ajustement structurel de la Banque Mondiale et du FMI. Ces tendances sont actuellement institutionnalisées dans les règles, les accords et les procédures de l'OMC qui sont biaisées au détriment de nos pays. Les effets combinés de ces politiques et structures ont contribué à la création du fardeau insoutenable et injustifiable de la dette qui étouffe nos économies et met en péril la capacité de l'Afrique à s'approprier les stratégies de développement.

Les difficultés externes ont exacerbé les déséquilibres structurels internes de nos économies et en conjonction avec les politiques néo-libérales d'ajustement structurel et les structures politiques et socio-économique inéquitables, ont contribué à la désintégration de nos économies et à l'accroissement des inégalités sociales et de genre. En particulier, notre secteur manufacturier est détruit; la production agricole est en déclin; les services publics sont sévèrement affaiblis; et la capacité des Etats africains à formuler et à mettre en œuvre des politiques nationales en faveur d'un développement équilibré et équitable est annihilée. Les coûts de ces politiques sont supportés de manière disproportionnée par les groupes marginalisés et opprimés de nos sociétés, y compris les travailleurs, les paysans et les petits producteurs. Ces coûts ont été particulièrement excessifs pour les femmes et les enfants.

En effet, ces événements ont renversé les politiques, les programmes et les institutions mis en place à l'époque de l'indépendance en vue de créer et de développer une production intégrée au sein de nos économies dans les domaines de l'agriculture, de l'industrie, du commerce, des finances et des services sociaux. Ces programmes et institutions, malgré leurs limitations, étaient destinés à résoudre les problèmes de la faiblesse du marché interne et de la fragmentation des structures de productions, ainsi que des inégalités sociales internes et entre états héritées de la colonisation, et à remédier à l'intégration inadéquate de nos

économies dans l'ordre mondial. En conséquence, les gains économiques et sociaux réalisés pendant cette période ont été anéantis.

Les considérations sus-mentionnées ont nourri nos réflexions sur le NEPAD. Nous avons conclu qu'en dépit des buts bien intentionnés proclamés par le NEPAD, sa vision du développement et les mesures qu'il entend prendre pour atteindre ces buts souffrent de graves déficiences. Il en résulte que le NEPAD ne contribuera pas à relever de manière adéquate les défis qui ont été identifiés ci-dessus. Au contraire, il va renforcer les contraintes liées à un environnement extérieur hostile et aux faiblesses intérieures qui constituent des obstacles majeurs au développement de l'Afrique. En effet, dans certains domaines comme celui de la dette, le NEPAD représente un retrait majeur par rapport aux objectifs internationaux qui ont été fixés à l'issue d'une mobilisation et d'une lutte à l'échelle mondiale.

Les déficiences les plus fondamentales du NEPAD qui reproduit les éléments centraux du document de la Banque Mondiale intitulé "L'Afrique peut-elle revendiquer le 21ème Siècle?" et de celui de la Commission Economique pour l'Afrique intitulé " Compact for African Recovery" incluent :

- (a) le cadre macro-économique néo-libéral qui se trouve au cœur du plan et reproduit les politiques de l'ajustement structurel des deux dernières décennies, et ignore les effets désastreux de ces politiques;
- (b) le fait qu'en dépit de la reconnaissance qu'il proclame du rôle central des peuples Africains pour le plan, ceux-ci n'ont joué aucun rôle dans la conception et la formulation du NEPAD;
- (c) le fait que malgré les préoccupations qu'il affiche pour l'équité sociale et de genre, il adopte les mêmes mesures économiques et sociales qui ont contribué à la marginalisation des femmes.
- (d) le fait que malgré ses origines Africaines proclamées, ses cibles principales sont les donateurs étrangers, en particulier ceux du G-8;
- (e) le fait que sa vision de la démocratie est définie par les besoins liés à la création d'un marché fonctionnel;
- (f) le fait qu'il néglige les conditions extérieures fondamentales dans la crise du développement de l'Afrique, et de ce fait ne prévoit aucune mesure significative pour gérer et atténuer les effets de l'impact de cet environnement sur les efforts de développement de l'Afrique. Au contraire, l'engagement qu'il envisage avec des institutions telles que la Banque Mondiale, le FMI, l'OMC, les Etats-Unis à travers l'AGOA, et l'UE à travers la Convention de Cotonou, vont accroître l'enlisement des économies Africaines dans cet environnement hostile;
- (g) le fait que les moyens envisagés pour la mobilisation des ressources va accroître la désintégration de nos économies à laquelle nous avons assisté sous l'emprise de l'ajustement structurel et des règles de l'OMC;

Appel à l'action

Afin de résoudre ces problèmes, nous lançons un appel pour que des initiatives soient prises sur les plans national, continental et international afin de mettre en œuvre les mesures suivantes.

S'agissant de l'environnement externe, des mesures doivent être prises en vue de stabiliser le cours des produits de base; réformer le système financier international (afin d'éviter l'accumulation de la dette, l'instabilité des taux de change et la fuite des capitaux); de mettre fin aux programmes d'ajustement structurel du FMI et de la Banque Mondiale; de changer les accords de l'OMC de manière fondamentale et de mettre fin aux tentatives d'étendre la portée du régime de l'OMC à de nouveaux domaines tels que l'investissement, la concurrence et les marchés publics. La question la plus urgente est l'annulation de la dette des pays africains.

Aux plans local, national et régional, les politiques de développement doivent promouvoir l'agriculture, l'industrie, ainsi que les services, et doivent être protégées et soutenues à travers des mesures appropriées relatives aux politiques d'investissement, commerciales et macro-économiques. Les stratégies de financement doivent chercher à mobiliser et à se fonder sur les ressources internes à travers des mesures innovatrices en matière d'épargne, la ré-allocation des dépenses somptuaires en matière d'armement, de corruption et de mauvaise gestion, l'usage innovateurs des remises de fonds provenant des africains à l'étranger, la perception d'impôts sur les sociétés, la rétention et le ré-investissement des profits des investisseurs étrangers, la prévention de la fuite de capitaux ainsi que de la perte des ressources à travers l'évasion fiscale pratiquée par les investisseurs étrangers et les élites locales. L'investissement étranger, bien qu'indispensable, doit être minutieusement équilibré et sélectionné afin de réaliser les objectifs nationaux.

Par dessus tout, ces mesures exigent la ré-instauraton de l'Etat- Développement : un Etat où l'équité sociale, l'inclusion sociale et l'unité nationale et le respect des droits de l'homme sont à la base des politiques économiques ; un état qui s'attache à promouvoir et à soutenir les secteurs productifs de l'économie ; qui s'engage activement à l'allocation équitable des ressources aux différents secteurs et groupes sociaux ; et, plus important encore, un état qui est démocratique et intègre le contrôle de la population dans le processus de prise de décision à tous les niveaux dans la gestion, l'utilisation et la distribution équitables des ressources sociales.

Les Défis que doivent relever les chercheurs et militants intellectuels africains

15. Reconnaisant que, en soulevant de nouveau la question du développement de l'Afrique en tant que préoccupation majeure à l'échelle continentale, le NEPAD a porté au premier plan la question des initiatives autonomes Africaines pour le développement, nous nous concentrerons sur les questions soulevées par le NEPAD dans nos efforts pour contribuer aux débats et aux discussions sur le développement de l'Afrique.

16. En vue d'apporter notre contribution pour relever les défis du développement de l'Afrique, nous nous engageons à travailler collectivement et individuellement, en accord avec nos capacités, nos expertises, et nos mandats institutionnels respectifs, afin de promouvoir le renouvellement à l'échelle continentale de l'engagement en faveur d'initiatives africaines de développement. A cet effet, nous déploierons nos capacités et expertises respectives de recherche, de plaidoyer et de formation pour contribuer à la production et la diffusion des connaissances sur les grands enjeux; nous nous engagerons pour la mobilisation des différentes forces sociales autour de leurs intérêts et de stratégies appropriées de développement; et nous interpellons les gouvernements et les institutions en charge des politiques au niveau local, national, régional et continental. Nous continuerons notre collaboration avec nos collègues au sein du mouvement social au niveau mondial.

17. A cet effet, nous lançons un appel

- (a) à la ré-affirmation de la primauté de la question et du paradigme du développement national à l'ordre du jour du discours social et de l'engagement intellectuel;
- (b) aux chercheurs et intellectuels militants Africains pour qu'ils joignent leurs forces à celles des groupes sociaux dont les intérêts et les besoins doivent être au centre du développement de l'Afrique;
- (c) aux chercheurs et intellectuels militants Africains pour qu'ils dirigent leurs recherches et plaidoyer vers les questions urgentes auxquelles sont confrontées les politiques et la prise de décision Africaines au niveau international (en particulier les négociations à l'OMC et dans le cadre de l'Accord de Cotonou), et aux niveaux national et régional;
- (d) à la solidarité de nos collègues du mouvement social au niveau mondial, en particulier ceux du Nord, pour soutenir nos combats communs. Nous invitons nos collègues du Nord à intervenir auprès de leur gouvernement au nom de nos luttes et nos collègues du Sud de renforcer la coopération Sud-Sud.

Nous nous engageons à promouvoir les positions et les conclusions de cette conférence. Nous encourageons CODESRIA et TWN-Africa à explorer, en collaboration avec les autres parties intéressées, les mécanismes et processus pour le suivi des délibérations et conclusions de cette Conférence.

Accra, le 26 avril 2002.

Source : [CODESRIA](#)